



PREFET DE L'AUBE

Arrêté n°BECP2018219-0002 du 7 août 2018

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

---

SOCIETE SAIPOL  
Commune de LE MERIOT

---

**Arrêté préfectoral complémentaire**

---

Le Préfet de l'Aube,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

.....

**VU** le livre V, Titre V Chapitre V du code de l'environnement et notamment son article R.555-29 ;

**VU** l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation DECT-ESP FC//VV 147/2008 du 21 novembre 2008 ;

**VU** le dossier de demande de mise à l'arrêt définitif de la canalisation n°3 transmis le 7 septembre 2015 et complété en dernier lieu le 16 février 2018 ;

**VU** l'avis de l'inspection des installations classées en date du 3 juillet 2018,

**VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 18 juillet 2018 à la connaissance du demandeur,

**VU** l'absence d'observations émises par le pétitionnaire sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire,

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aube

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral d'autorisation DECT-ESP FC//VV 147/2008 du 21 novembre 2008 autorisant la construction, l'implantation et l'exploitation par la société SAIPOL, dont le siège social est situé 12 Avenue George V, 75008 PARIS, de 4 canalisations destinées au transport d'huiles végétales, d'ester méthylique d'huile végétale (EMHV) et de glycérine entre l'usine SAIPOL située sur la commune de Le Mériot (Aube) et le quai de chargement/déchargement des péniches sur la commune de Nogent-sur-Seine (Aube), est modifié par le présent arrêté selon les dispositions suivantes :

Références des articles de l'AP DECT-ESP FC//VV 147/2008 du 21 novembre 2008 dont les prescriptions sont modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Article 1	Modifié par l'article 1 du présent arrêté : arrêté définitif d'une canalisation passant de 4 à 3 canalisations autorisées
Annexe : article 2	Article 2 : Suppression des références à la canalisation n°3

La canalisation référencée « canalisation n°3 » est mise à l'arrêté définitif. La société SAIPOL est autorisée à poursuivre l'exploitation des trois autres canalisations selon les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation sus-visé.

**Article 2** : Cet article annule et remplace l'article 2 de l'annexe de prescriptions techniques (suppression de la référence à la canalisation n°3 mise à l'arrêt définitif) :

**« Caractéristiques**

Les canalisations ont les caractéristiques suivantes :

	Canalisation 1	Canalisation 2 raclée	Canalisation 4
Produit transporté	EMHV	Huile végétale	Glycérine
Diamètre nominal	DN200	DN200	DN150
Longueur (m)	420	420	420
Diamètre extérieur (mm)	219,1	219,1	168,3
Diamètre intérieur (mm)	206,5	206,5	160,3
Surface de projection au sol (m²)	84	84	63
Volume utile (m³)	14	14	8,5
Pression maximale de service (bar)	10	10	10
Pression minimale d'épreuve de résistance (bar)	15	15	15
Pression minimale d'épreuve d'étanchéité (bar)	11	11	11
Matériau des tubes (nuance de l'acier)	P265GH	P265GH	AISI316L Z2CND17-12
Epaisseur minimale (mm)	6,3	6,3	4
Débit maximal (m³/h)	250	250	150

Les canalisations sont enterrées sur une grande partie du trajet, les seuls tronçons aériens se situent dans l'enceinte de l'usine (Le Mériot, Aube) et au quai de chargement/déchargement des péniches à Nogent/Seine (Aube). Elles traversent des voies ferrées (ligne Paris-Bâle) et une canalisation de transport de gaz naturel (DN 150 et 63 bars). Par ailleurs, elles longent une autre canalisation de transport de gaz naturel (DN 150 et 63 bars) qui alimente le poste de détente et de livraison de SAIPOL. »

### **Article 3** : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à monsieur le directeur de la société SAIPOL.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de LE MERIOT pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de LE MERIOT, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture du département de l'Aube – bureau de l'environnement et de la concertation publique.

Il sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

### **Article 4** : Voies et délais de recours

En application de l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de CHÂLONS EN CHAMPAGNE, 25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS EN CHAMPAGNE CEDEX :

- 1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les 6 mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 5**: Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation  
La secrétaire générale

  
Sylvie GENDRE